

Les indiennes sous la lame du profit économique

Mesdames, messieurs,

“On ne naît pas femme, on le devient” écrivait Simone de Beauvoir. Aujourd’hui, en Inde, elle aurait pu écrire : “On naît femmes, on nous le retire”.

Laissez-moi aujourd’hui vous raconter l’histoire, glaçante, de femmes mutilées, exploitées, trompées : Les Sugar girls.

Oh, détrompez-vous, ce nom n’a rien de sexy ou de glamour. Il fait référence aux jeunes femmes indiennes travaillant dans les plantations de canne à sucre dans la région du Beed. Tous les jours, pendant plusieurs mois, ces femmes se réveillent à 4h du matin pour se rendre dans les champs et y passer toute la journée, peu importe qu’il vente ou qu’il pleuve, peu importent les chaleurs extrêmes. Ces exploitations sucrières sont un secteur très lucratif pour l’Inde, mais constitue un travail physique éprouvant pour les ouvrières. Leur travail n’est encadré par aucune législation, contrôlé par aucun syndicat et ne leur offre aucune protection sociale... Alors, dans ces conditions, quelles limites à la recherche du profit ? Les faire travailler des journées entières sans presque aucune pause ? Fait. Les sous-payer ? Fait. Ne leur accorder aucun congé ? Fait... Et pourtant, l’horreur va plus loin :

L’histoire qui suit est celle de Sheela Waghmare, 32 ans, travailleuse dans les plantations. Comme bon nombre de jeunes filles en Inde, elle s’est mariée à 12 ans et a eu trois enfants. Mariée tôt, sans fortune, et par nécessité de répondre aux besoins de sa famille, elle n’a eu d’autre choix que de devenir une saisonnière dans les champs de canne à sucre. Mais un jour, elle a remarqué de légères pertes blanches s’écouler de son vagin. Phénomène biologique évident pour quelqu’un ayant suivi des cours de SVT, mais Sheela n’a été à l’école que jusqu’en 5^e. Et être scolarisée jusqu’à 12 ans, est-ce suffisant pour avoir une éducation sexuelle convenable ? Non. Inquiète, elle va voir un médecin recommandé par ses employeurs, les Mukkadames. Après tout, lui, gardien de la science, du savoir médical, pourra sans nul doute la renseigner. Mettant son entière confiance en ce médecin, Sheela découvre avec terreur que ses pertes vaginales seraient le signe d’un cancer et que

la seule solution c'est d'avoir recours à une hystérectomie : soit une ablation de l'utérus.

Diagnostic un peu précoce, ne trouvez-vous pas ?

Mais pourquoi avoir envisagé une opération aussi lourde en si peu de temps ? Pourquoi l'avoir poussée à subir cette intervention ? Pourquoi avoir émis un diagnostic si rapide sans examens complémentaires ? Pour la croissance économique bien sûr.

Car ici, nul serment d'Hippocrate, des médecins véreux acceptent, en l'échange d'un pot de vin de la part des Mukkadames, de pratiquer systématiquement ces opérations risquées, profitant de leur manque d'éducation sexuelle des femmes et de leur détresse financière. Et c'est ainsi que quelques heures seulement après le diagnostic du médecin, Sheela, âgée de 20 ans à l'époque, s'est fait opérer et, le lendemain, elle était de retour dans les plantations.

L'objectif est clair : pour travailler sans discontinuer, plus de règles, plus d'enfant.

De surcroît, sans protection sociale, c'est à elles de financer leurs opérations, dont le coût s'élève à 40 000 roupies, sachant qu'une saison leur rapporte 30 000 à 35 000 roupies, elles n'ont d'autre choix que de s'endetter. Elles deviennent alors dépendantes économiquement des Mukkadams, ne peuvent se permettre de quitter l'exploitation sucrière. Ainsi la boucle du profit est bouclée.

Dans un pays aussi inégalitaire que l'Inde, où le poids de la religion hindoue et des traditions met en danger les droits fondamentaux des femmes, il n'est pas étonnant de les voir se marier très tôt et avoir des enfants aux alentours de 14 ans. L'éducation sexuelle en Inde tend à leur faire croire qu'après les grossesses, l'utérus n'a plus aucune utilité.

De plus, les menstruations sont particulièrement handicapantes dans ce pays, où moins de 12 % des Indiennes ont accès à des protections hygiéniques.

Vous comprendrez donc qu'il est facile de les persuader d'accepter l'opération.

Au-delà des pratiques abusives, l'opération en elle-même est dangereuse, voire inhumaine, faites dans des cliniques privées, qui ne comptent parfois aucun gynécologue. Certaines femmes affirment avoir été opérées à même le sol.

Et évidemment, pour se protéger d'éventuelles poursuites, les cliniques ne laissent aucune trace écrite de l'acte médical. Seule témoin de la sauvagerie endurée par ces femmes : de profondes cicatrices et d'indescriptibles douleurs.

Sheela a subi des conséquences particulièrement terribles : depuis l'intervention, elle souffre de douleurs au dos et ne peut plus rien porter. Son fils de 14 ans a dû même être déscolarisé pour l'aider à travailler.

Comment un pays, qui constitutionnellement, revendique l'égalité hommes-femmes dans son article 14 et qui même prohibe dans l'article 15-1 les discriminations de genre, permet l'existence de situations aussi barbares ? Dans cette même constitution, sur un plan économique, l'État adopte des dispositions particulières à l'égard des femmes et des enfants pour garantir des conditions de travail justes et adaptées. Pourtant les législations juridiques ne sont pas mises en pratique, car l'Inde continue d'être dominée par des traditions qui préconisent une totale subordination de la femme à l'homme.

Viols, prostitutions, mariages forcés, exploitation... sont le quotidien d'une grande majorité d'Indiennes.

Ces hystérectomies abusives vont entièrement à l'encontre de leur constitution, mais plus largement à l'encontre de la DUDH, signée et ratifiée en 1948 par l'Inde.

L'article 5 dispose que : "nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

L'ONG Tathapia et l'association locale MAKAAAM ont tiré la sonnette d'alarme. L'État indien a même publiquement promis des enquêtes et des sanctions. Enquêtes statistiques faites, elles révèlent que malheureusement, Sheela est loin d'être la seule victime de cet abus de confiance ; c'est aussi le cas de 36 % des femmes travailleuses des champs. Mais les sanctions et mesures coercitives se font attendre.

En ce 21^e siècle, siècle de progrès pour les droits de l'homme, on ne peut plus fermer les yeux sur de telles abominations. L'histoire de Sheela, comme celle de ces milliers de victimes, est très peu relayée : une exposition par la photojournaliste Chloé Sharrock, et après ? Quelques articles de journaux, et après ? Un concours de plaidoiries, et après ?

C'est pour cela qu'aujourd'hui devant vous, mesdames, messieurs, en tant que lycéenne mais aussi citoyenne du monde, je viens plaider pour que les pays de l'ONU offrent un appui matériel, moral et humain à l'égard des associations locales et des ONG comme Thathapia, pour apporter une éducation sexuelle convenable aux jeunes Indiennes, pour que plus jamais une femme subisse une hystérectomie sans un consentement éclairé. Ces associations, avec plus de moyens, pourraient également recenser les victimes et les indemniser pour les sortir de l'emprise financière de leurs employeurs et leur fournir de réels soins médicaux. De surcroît, les États membres de l'ONU, pourraient exiger qu'une enquête judiciaire et administrative soit réellement menée pour sanctionner les coupables de ces atrocités, et obliger l'Inde à appliquer les lois qu'elle ratifie en faveur de l'égalité homme-femme. Nous, à notre échelle de consommateurs, nous pouvons agir en boycottant momentanément les sucres en provenance de l'Inde, jusqu'à ce qu'elle condamne cette barbarie. Oui, des solutions existent pour que les lames qui incisent chaque jour ces femmes ne soient plus tenues par des médecins aveuglés par le profit.

En participant à ce concours, je me suis dit que s'il y avait bien un endroit pour changer la vie de ces femmes, c'est ici, devant vous. Aujourd'hui, le tout premier pas à franchir pour les sortir de l'horreur passe par la communication. L'histoire que je viens de mettre entre vos mains mérite d'être massivement partagée pour susciter la prise de conscience et l'envie de les aider. Car seule, je ne peux rien faire, mais grâce à vous qui m'avez écoutée, j'ai l'espoir d'un avenir meilleur pour ces Indiennes, pour que plus jamais, une femme n'ait à porter le nom de Sugar girl.

Je vous remercie.